

déterminés à détruire Israël. Après l'établissement de l'État d'Israël, les Nations Unies avaient le devoir, à mon sens, de mener cet établissement à bonne fin. Voici ce que je veux dire: quand les difficultés ont surgi entre Israël et l'Égypte et autres États arabes en 1948, la guerre d'extermination ayant été déclenchée contre Israël dans l'esprit des Arabes, les Nations Unies ont laissé les problèmes en suspens. Rien n'a été fait pour apporter une solution rationnelle aux principaux problèmes et questions de litige entre ces pays.

Il y avait quatre principales questions de litige et je pense qu'on les a citées ici aujourd'hui. On se rappellera qu'en 1947 l'Égypte prit pour attitude de ne pas laisser de navire israélien passer par le canal de Suez et jamais il n'en est passé depuis ce temps-là. C'était là contrevenir directement à la convention internationale de 1888. Cependant, on n'y fit rien. Qu'est-ce que les autres pays ont fait pour assurer qu'Israël puisse utiliser le canal? Rien. Cet état de choses est allé de mal en pis.

Qu'ont fait les autres nations à propos de la ligne établie par la commission d'armistice? Cette commission a établi la ligne la plus ridicule qui soit et on n'a pas modifié cette ligne qui, par exemple, divise la ville de Jérusalem en deux parties de telle façon que l'université juive du mont Scopus se trouve en Jordanie. Et ce n'est là qu'un exemple. On n'a rien fait pour résoudre ces problèmes qui constituent une source d'irritation depuis 1947.

Qu'a-t-on fait pour régler le problème des réfugiés? Au début, de 700,000 à 750,000 Arabes ont été chassés d'Israël, ou l'ont quitté sous l'empire de la crainte ou parce qu'on leur a fait comprendre qu'il était dans leur intérêt de le quitter. Ils se sont retrouvés dans des camps de réfugiés sur l'emplacement de la nouvelle ville de Jéricho ou dans la bande de Gaza. Ils sont toujours là, complètement démoralisés. On n'a rien fait pour établir ces gens de façon permanente.

Enfin, qu'a-t-on fait pour renforcer l'économie des États arabes, au niveau de vie si bas? Qu'a-t-on fait pour trouver une solution au problème des eaux du Jourdain? Ce sont toutes des questions qu'il faut bien étudier et tant qu'elles ne seront pas réglées, on ne peut s'attendre que la paix existe au Moyen-Orient.

J'espère que sera rapidement constituée la force de police dont il est ici question et qu'elle se rendra sur les lieux pour y maintenir la paix tant qu'on n'aura pas ébauché ce qui permettra de trouver une solution permanente aux problèmes qui se posent là-bas. Notre pays devrait être disposé à faire

[M. Low.]

siens les efforts des Nations Unies en vue de trouver une telle solution.

A mon avis, on doit se réjouir de ce que les Nations Unies aient été contraintes d'agir au moment où se sont produits ces événements, parce que, depuis lors, nous avons constaté que la Russie s'est formidablement organisée dans ce secteur. Nous savons quelles sont les visées lointaines de la Russie. A cause de son vaste programme d'industrialisation, elle a un besoin pressant de pétrole et elle veut le pétrole du Moyen-Orient. Elle n'en aura pas assez dans la région de Bakou et les autres régions qui lui sont accessibles. Mais la Russie tient aussi à affaiblir l'OTAN et même la détruire, si possible. L'un des meilleurs moyens d'y parvenir est de couper les approvisionnements de pétrole en provenance du Moyen-Orient. Cela ne fait aucun doute, je pense.

Il a été extrêmement heureux que les services de renseignements d'Israël, de la Grande-Bretagne et de la France aient révélé les préparatifs russes et, à mon avis, ce qui est arrivé sera, en fin de compte, d'un grand avantage pour le monde.

Qu'on me permette de parler brièvement de la Hongrie. Je pense que nous devons faire tout ce que nous pouvons pour alléger les souffrances de ces Hongrois qui ont été déplacés, chassés de leurs foyers, qui souffrent de la faim et manquent de médicaments. A mon avis, le Canada devrait permettre à ces gens d'entrer au pays sans aucune restriction.

Voilà un problème,—je m'adresse au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration,—qui aurait pu être résolu plus efficacement. Je pense que nous aurions dû envoyer dans les régions limitrophes de la Hongrie des équipes d'accueil qui auraient pu se porter rapidement en aide aux réfugiés qui ont pu gagner les frontières de la Hongrie et qui auraient dû être amenés dans notre pays, comme l'a signalé l'honorable représentant de Rosetown-Biggar, en vertu d'un régime d'immigration ne comportant aucune restriction. Ce sont là des patriotes qui se sont conduits aux yeux du monde comme bien peu l'ont fait. Nous devrions prendre des dispositions afin de leur venir en aide le plus rapidement que nous le pouvons.

Ainsi qu'on l'a déjà dit, le crédit d'un million de dollars pour secourir la Hongrie est un bon début. Il me semble que nous devrions être prêts à donner beaucoup plus quand c'est nécessaire. J'estime, toutefois, qu'il y a lieu de formuler un avertissement. Je crois qu'à l'avenir les pays libres doivent faire preuve d'une prudence extrême quand il s'agira d'encourager, chez les peuples demeurant derrière le rideau de fer, l'espoir de trouver de l'aide, et il ne faudra pas